

UNION COMMERCIALE EST-OUEST ? La Conférence magique de Moscou

Le jeudi 3 avril la Conférence économique de Moscou ouvrait ses portes, recevant les industriels et les économistes « étrangers » dont une délégation française.

En tout 500 délégués dont la moitié viennent de l'Occident (12 Américains).

Quel est le but de cette conférence ? Créer un réseau d'échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest. C'est là une initiative assez troublante de la part des dirigeants de l'U.R.S.S. qui depuis trente-deux ans avaient rompu presque tous liens avec le capitalisme anglo-saxon.

Les milieux capitalistes américains ont considéré cette conférence comme un « piège ». Mais au fait, pourquoi ?

Est-ce que l'U.R.S.S. en reprenant une place sur le marché mondial est une rivale dangereuse pour les industries d'outre-Atlantique ?

Non, il ne s'agit pas de cela. Pour l'instant la rivalité entre les deux géants est militaire.

Or les Etats-Unis contrôlent les réserves de matériaux stratégiques les plus importantes de l'univers et l'U.R.S.S. n'a pas le temps ni les moyens industriels immédiats de trouver sous son sol ce qui lui manque pour alimenter sa machine de guerre. Par la loi Battle le Département d'Etat a mis l'embargo sur toutes les matières premières stratégiques (cuivre, zinc, cobalt, uranium, durallumin, etc.), sur l'ensemble de l'outillage : roulements à billes, rails, machines électriques, machinerie lourde, etc., en tout 300 articles qui se trouvent sur une liste noire que les pays occidentaux doivent observer sous peine, en cas d'infraction, de se voir retirer toute aide militaire, économique et financière.

Mais les ukases américains sont une chose et la réalité économique des pays de l'Ouest européen et de l'Extrême-Orient « non communiste » en est une autre. La Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, ont besoin de vendre leurs cotonnades, soieries, machines contre

des matières premières. Mais l'U.R.S.S. ne peut offrir que des céréales et du bois, tout le reste est absorbé par son industrialisation. Alors ?

Faut-il penser que cette conférence a pour but d'amener le capitalisme européen à se tourner contre le « gouvernement » atlantique ou du moins à ce que les industriels fassent pression sur leurs Etats pour écarter l'Est de leurs marchandises en excédent ? (Du fait de la restriction par le pouvoir d'achat.) Peut-être. Mais le Département d'Etat « à l'œil ». Il n'autorise que les échanges « licites » ou ceux qui accroissent le potentiel économique de l'Ouest. Ce qu'il appelle jouer « cartes sur table » c'est que le commerce soviétique soit lié sans attache au commerce mondial... Or c'est demander que le stalinisme disparaisse...

Les industriels anglais ont été particulièrement sollicités. Les chargés d'affaires chinois ont commandé 100 locomotives à la « North British Locomotive Co », de Glasgow. Les Soviétiques venaient de faire de même. Le capitalisme anglais qui fournissait par Hong Kong du pétrole et des pneus à l'armée chinoise va ranger son poing devant la liste d'embargo... Et pourtant qu'est-ce que l'industrie anglaise, à part les cotonnades pourrait offrir d'autre ?

Cette conférence allèche les industriels et scandalise les gouvernements occidentaux... Que va-t-il en sortir ? Un commerce Est-Ouest au niveau d'avant guerre ? Une coexistence économique ? Une rupture et une poussée de fièvre dans les rapports des deux blocs ? Qui sait ? Mais un fait reste certain, pour outiller leur économie de guerre, l'Europe, l'U.R.S.S., la Chine ont besoin d'une solidarité circonstancielle... A quand la conférence économique internationale des travailleurs de tous les continents pour répartir les matières premières et organiser des échanges pacifiques sur la base d'une organisation coopérative et libertaire mondiale.

Zinoupoulos.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Lorsque les girouettes tournent le vent est à l'orage

Il est nécessaire de revenir de temps à autre rappeler le passé de certains personnages en place. Jouhaux est du nombre.

C'est pourquoi nous publions ici cet article du camarade Périé, de l'U.D. (P.O. minoritaire) du Maine-et-Loire, article qui ne pu être publié en son temps dans la revue syndicaliste « La Révolution Proletarienne » mais qui nous a paru conserver toute sa valeur.

Me serait-il permis d'exprimer mon étonnement à la lecture des deux lettres parues dans la R.P. du mois de décembre, lettres des camarades Laurent cheminot, et Planais employé.

Ces deux camarades F.O. se sont indignés de l'article du camarade Walusinski, ayant pour titre « On a perdu un Prix Nobel ». Vous avez de la chance, mes chers Amis, car si j'avais eu le temps d'expédier un papier à la R.P., j'aurais que vous en auriez été suffoqué, mais soyez tranquilles vous n'avez rien perdu. On va s'expliquer.

Les deux lettres remettent sur le tapis une vieille histoire, mais toujours vivante à l'esprit de ceux qui n'ont pas lancé leur bonnet de révolte par dessus les moulins de la République. Il est question de l'attitude de Jouhaux en 1914, le discours sur la tombe de Jaurès, le départ à Bordeaux, Commissaire à la nation et le camouflage des procès-verbaux du Bureau confédéral, de 1914 à 1918 dans les archives secrètes de l'Etat, et bien d'autres choses.

Il y a longtemps que nous nous sommes expliqués. Jouhaux n'était pas seul, il faut ajouter : Dumoulin, Monmousseau, Jacquemin et Merheim, entraînés par les jusqu'au bouillottes Guesde, Thomas et Marcel Sembat, avec le chef d'orchestre, le franc-maçon Malvy, ministre de l'Intérieur. Et puis il y avait la foule qui gueulait : « A Berlin ! » Et

ou un costume Clemenceau. (Déclaration de Paul Longuet, député socialiste à la Chambre.)

Loin de moi l'idée de critiquer les hommes qui n'ont pas toujours mis leurs actes en accord avec leurs principes, je ne suis pas un partisan du martyre syndical, mais si a priori on peut excuser un militant jeune dans le mouvement, on ne peut aussi facilement en faire autant vis-à-vis d'un homme de la surface de Jouhaux. Ce que l'on peut lui reprocher particulièrement, c'est de vouloir malgré toutes ses erreurs, s'accrocher à tous les frontons de la société bourgeoise, comme une enseigne lumineuse. Et, comme vous, adhérents F.O., je tiens à conserver mon droit de critique ; ces critiques que nous devons faire contre les positions dangereuses pour le mouvement syndical, celles qui retardent l'émancipation des travailleurs, mais non sur les boniments que font courir les amis de Jouhaux depuis plus de 20 ans, ses amis les Stals — parce que les Staliniens français et russes sont les amis de Léon — boniments selon lesquels il possède château, propriété et fortune ; nous ne sommes pas les colporteurs de semblables stupidités.

Nous lui reprochons donc surtout d'avoir écrit ce qui suit et de s'en moquer depuis longtemps : « Nous nions l'utilité des guerres de défense, comme nous nions celle des guerres de conquêtes. » « Les travailleurs n'ont pas de patrie. »

Comment pourrions-nous concevoir l'idée d'une patrie, nous qui ne nous soucions absolument rien ?

La patrie peut se concevoir pour ceux qui dans des limites déterminées satisfont leurs désirs, apaisent tous leurs besoins : gouvernement, parlementaires, financiers, industriels, propriétaires, rentiers, etc... »

« Les travailleurs, eux de quelque côté qu'ils tournent leurs regards, n'aperçoivent que la propriété de leur exploitateur. »

« Aucune parcelle de terrain : aucune installation industrielle auxquelles ils puissent prétendre. »

« Pourquoi dans ces conditions auraient-ils la naïveté de se faire tuer pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. »

Albert PERIER.

La semaine prochaine :
**JOUHAUX
ET LE REFORMISME**

LES PROFITEURS de la guerre d'Indochine

CAOUTCHOUCS DE L'INDOCHINE

Les comptes de l'exercice 1951 se soldent par un bénéfice net de 602 millions 212.286 fr. Une affectation de 275 millions est prescrite sur ce bénéfice au titre de provision pour éventualités diverses. Le bénéfice à répartir s'élève à 327.212.286 fr., contre 127.977.815 fr. en 1950. Il est proposé un dividende de 371 fr. par action ancienne, 5.566 fr. par action regroupée et 5.365 fr. par dixième de part contre respectivement : 147 fr., 2.205 fr. et 2.036 fr. l'an dernier.

LES CAOUTCHOUCS
DE PHUOC-HOA

Les bénéfices réalisés par la Société en 1951 s'élèvent à 10 millions 525.000 piastres contre 10 millions 421.000 piastres en 1950. Le dividende proposé est de 76,10 contre 75 piastres par action et 312,46 contre 307,84 piastres par part.

INDOCHINOISE
DE CULTURES TROPICALES

Le bénéfice net de la Société s'élève à 280.103.173 fr. Une provision de 160 millions est affectée à : Réserves pour éventualités diverses. Le bénéfice à répartir s'élève donc à 120.103.173 fr. contre 51.103.505 francs en 1950. Il est proposé les dividendes suivants : 166 fr. par action ancienne, 4.163 fr. par action regroupée et 1.736 fr. par part bénéficiaire contre 75 fr., 1.875 fr. et 680 fr. l'an dernier.

HEVEAS DE TAYNINH

L'exercice 1951 laisse un bénéfice de 15.398.000 piastres (261 millions de francs). Le dividende proposé est de 180 piastres brut, soit 144 p. net (2.448 fr.), 168,7 millions de bénéfices seront distribués, le reste sera affecté à une réserve spéciale.

Nous aurons de belles maisons...

Nos irresponsables gouvernants, le président du Conseil en tête, viennent, dans la redistribution des sommes à tous ceux qui travaillent, de sacrifier la

leur qui tient le plus au cœur des humbles de notre génération : celui du logis. Il y avait, paraît-il, des économies à faire. MM. Pinay et consorts qui n'at-

tendent pas après la reconstruction pour disposer d'un logement confortable, n'ont rien trouvé de mieux que de ralentir une activité que bon nombre trouvaient déjà trop lente.

Gageons, Messieurs ! si, comme beaucoup de ceux que vous exploitez, vous n'aviez pour gîte qu'une chambre d'hôtel pour laquelle il vous faudrait sacrifier la moitié de votre salaire ; si comme beaucoup il vous fallait, après une journée de vrai travail, demeurer et vivre à plusieurs dans une seule et même pièce, que vos abattements auraient porté sur autre chose que sur les crédits de la reconstruction.

Mais cela, doux élus de notre cœur, vous ne pouvez le comprendre de vous-mêmes ; il n'y a pour ce faire, que ceux qui vous ont si naïvement portés au pinacle.

Un jour viendra pourtant, car il en est qui y pensent, où ceux de qui sortent les impôts, où ceux qui logent mal ou qui ne logent pas du tout pour que grossissent budgets de guerre et privilèges, comprendront que c'est de leurs mains que sort le bien-être, et non des parasites grandiloquents.

Ce jour-là, Messieurs Pinay, les maisons pourrout sur vos cendres comme de merveilleux champignons.

Louis BLANCHARD.

LE COMBAT PAYSAN

LE PROPRIETAIRE

Celui-ci se rengorge, les pouces dans les emmanchures : « Moi, j'ai une propriété terrienne. J'ai 50 hectares de terre au soleil. C'est tout dire ! (Et je pense, indolument, à la ballade des gros dinos.) »

Et celui-là, en bleu délavé, dit, le regard d'un air d'envie : « Oui, c'est un gros proprio ». Et de soupire... Propriétaire... Mais qu'est-ce qu'un propriétaire ?

Mon camarade Julien a sorti de son coffre ses « titres de propriété ». Les plus anciens datent du Directoire et ce sont des quittances de droits de suc-

sion, payés à l'Etat... en assignats qui, certes, ne valaient pas bien cher, mais qui valaient bien toujours autant que nos « francs Plevin-Faure-Pinay ».

1797-1952, cela ne fait que 155 ans, c'est peu de temps. Et durant ces cent cinquante-cinq années, environ 6 générations de travailleurs Julien se sont succédé sur ce terroir.

Donc, 6 fois, des J. ont payé des droits de succession de plus en plus élevés, car si le nom n'a pas changé, le prix a gravi des échelons de plus en plus hauts. Ce n'est pas tout :

En cent cinquante-cinq ans, des J. ont payé, de moins en moins par an, des impôts fonciers qui ont suivi la même ascension. A ce compte, la propriété a peut-être bien été payée ?

Mais ce n'est pas être quitte ! J. ne peut ni semer ni planter ce qu'il veut. Selon les circonstances (nationales ou internationales) on lui ordonne ou on lui interdit de semer, deux années de suite, du blé sur la même parcelle ; on lui permet ou on lui défend de planter ou d'arracher un vignoble ; on lui conseille de semer des oléagineux ou on le pousse à les cultiver, etc.

Le vin et le blé récoltés ne sont pas vendus librement : on bloque ou on débloquent son stock... S'il a besoin d'argent, tant pis pour lui ! « Vous avez droit à 50 hl. par un de plus ! ». Propriétaire ?

En vérité, je vous le demande : mon ami Julien est-il propriétaire ? Ou géant de « sa propriété » ? O géant des mots ! et des gens !

CHANTECLER (correspondant.)

Fermiers et Métayers s'organisent

NOUS avons annoncé dans notre précédent numéro qu'après le coup de force des fermiers capitalistes du nord de la France, au Congrès national des preneurs de baux, les huit fédérations injustement exclues du conseil d'administration, ainsi que de nombreuses autres fédérations départementales de fermiers et de métayers des régions où l'exploitation familiale prédomine, envisageaient de constituer une fédération régionale.

C'est désormais chose faite. Cette fédération régionale groupe déjà quinze fédérations départementales. Les gros fermiers capitalistes du Nord et du bassin parisien, qui avaient eux-mêmes constitué leur organisation régionale, en dehors de toute règle statutaire, ne pourront donc porter atteinte au puissant mouvement revendicatif des petits et moyens fermiers et métayers de notre pays.

CHEZ LES CHEMINOTS DE CAEN

Tous les cheminots syndicalistes révolutionnaires et les camarades de la Chapelle en particulier seront heureux d'apprendre que certaines revendications posées par eux lors de leur assemblée à la porte rue des Poissonniers, ne sont pas tout à fait tombées à l'eau. En effet le 29 mars une réunion des roulements autour du dépôt de Caen à laquelle assistaient 90 % des camarades qui s'étaient pas de service ont posé comme revendications immédiates :

1° Contre le démembrement de la S.N.C.F. notre outil de travail.
2° Le salaire à 26.000 fr. au coefficient 100.

3° Que l'augmentation qui en résultera atteigne 100 % soit la même pour tous (c'est-à-dire non hiérarchisée).

4° Application de l'échelle mobile sur cette base.

5° Retour immédiat aux 40 heures.
6° Suppression des heures supplémentaires dans tous les services.

7° Suppression des abattements de zone.

8° Suppression de toutes primes et indemnités et leur incorporation dans le traitement.

9° Suppression des primes de traction et leur inclusion dans le traitement sur la base minimum de 14.000 fr. par mois.

10° Contre les sanctions retenues sur salaire.

11° Echelle unique des agents de conduite : T.L. pour tous ceux qui en font l'emploi.

12° Prime de fin d'année égale à 12 % du traitement et incluse dans celui-ci.

13° Réversibilité de la pension complète gagnée par l'agent retraité sur la tête de la veuve.

Ces revendications seront, nous l'espérons, reprises et défendues par tous ceux qui pensent que l'avenir doit s'affranchir de la machine et être autre chose qu'un robot attelé à produire pour le seul bénéfice de ses exploitateurs.

Le secrétaire du secteur C.G.T. et délégué au chef de service présent à la réunion s'est d'ailleurs engagé à défendre ces revendications près de sa fédération à noter que la défense des augmentations non hiérarchisées est celle adaptée

par le secteur C.G.T. du Syndicat de Caen qui groupe 34 syndicats) espérons maintenant que la Tribune des Cheminots donnera à ces revendications la propagande qu'elle mérite.

D. J. (Correspondant.)

A propos de la baisse !

Le prix du beurre en France est d'autant plus excessif que la production laitière est passée de 133 millions d'hectolitres en 1938 à 160 millions d'hectolitres en 1951.

Mais les TRUSTS LAITIERS et l'ETAT (qui en tirent bénéfice) maintiennent au plus haut cours les prix du beurre.

Un rapport de l'Académie d'Agriculture indique que les prix du lait à la ferme sont menacés d'effondrement par une abondance de production. Le prix de gros du beurre était au début de l'année à Londres, de 238 fr. le kilo, de 308 fr. à Dublin, de 280 fr. à Copenhague, DE 720 fr. A PARIS.

Pinay le démagogue

M. Pinay, nouveau leader de la droite, avait promis la baisse. Pour la défense du franc — pour la défense du « franc » — affirme notre confrère « France-Tireur » — on allait voir, ce que Pinay était capable de faire. Trois semaines de gouvernement ne nous laissent augurer rien de bien tranchant. La baisse Pinay, c'est la hausse. Les commerçants de toute espèce sont partis de liquider tous leurs vieux stocks à des prix normaux. Vieilles boîtes de sardines. Vêtements ayant subi l'avarie de l'étalage. Vaisselle et ustensiles de ménage ayant des défauts de fabrication. Tout ce que l'on soldait annuellement après inventaire. Et avant la publicité D.D.F. bariolée de tricolore. Tous les commerçants sont atteints du mal de la tricolourie.

Voyons dans le rayon alimentation ce que deviennent les prix. Voici les cours officiels des Halles Centrales aux dates indiquées ci-dessous :

LE 15 MARS 1951

Canards	480 à 520
Lapins	340 à 365
Poules	380 à 410
Tomates d'Afrique du Nord	100 à 170
Choux verts	10 à 35
Choux-fleurs	15 à 40
Endives françaises	90 à 125
Epinards	30 à 50
Carrelets	120 à 180
Colins	300 à 400
Maquereaux	80 à 140

LE 5 AVRIL 1952

Canards	500 à 540
Lapins	400 à 420
Poules	350 à 420
Tomates d'Afrique du Nord	220 à 280
Choux verts	16 à 48
Choux-fleurs	30 à 60
Endives françaises	110 à 140
Epinards	40 à 55
Carrelets	110 à 270
Colins	350 à 440
Maquereaux	80 à 150

La baisse ! Qui y croit ? M. Pinay, lui seul, et encore...

R. GERARD.

LES 200 FR. DU « LIB »...

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10^e) C.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.

Pour changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

COMMENT ILS SONT MORTS

Le jeudi 13 mars à minuit, nos cinq camarades anarchistes :

**GINÈS URREA PINA - JORGES PONS ARGELES
JOSE PEREZ PEDRERO - PEDRO ADROVER FONT
SANTIAGO MIR GRUANA**

furent isolés à la prison modèle de Barcelone où la garde fut renforcée d'éléments militaires.

Jusqu'au dernier moment on laissa les entraves aux condamnés à mort.

Seul José Perez Pedrero, quelques instants avant l'exécution, put voir son frère.
Soumis aux sarcasmes et aux insultes des policiers de la brigade politico-sociale,
nos camarades surent garder leur dignité.

Les prêtres complices du crime

Les curés et les religieuses se dépensaient pour essayer d'obtenir qu'un camarade, pendant un instant, montrât sa faiblesse. Devant leur insistance l'un des nôtres répondit :

Ma conscience forgée librement et pour la liberté constitue le meilleur juge que je puisse désirer, et au fond de moi-même, j'ai la conviction que je quitte cette vie avec la nette conduite des militants qui ont tout donné pour l'humanité de demain.

Le camarade Urrea répondit aux assassins de la brigade politique :

On me tue pour le seul fait d'appartenir à la C.N.T. Après moi, après nous, beaucoup d'autres lutteront et beaucoup d'autres continueront à se battre pour la cause pour laquelle mes camarades et moi donnons notre vie:

LA LIBERTÉ DU PEUPLE ESPAGNOL

A 6 h. 15, l'assassinat eut lieu. Cinquante balles coupèrent ces cinq cris de foi et d'héroïsme :

**Tirez sur nos poitrines ! Mort aux bourreaux de l'Espagne !
Vivent la C.N.T. et la F.A.I. ! Vive la liberté ! Vive l'anarchisme !**

Et les bourreaux se virent dans l'obligation de donner trois coups de grâce à trois corps qui se tordaient atrocement.

L'intégrité montrée par nos cinq héros, maintenus dans les tortures jusqu'à leur exécution, laisse dans le cœur de chacun la volonté de continuer, quoi qu'il arrive, la lutte

POUR LA LIBERTÉ

Barcelone, 14 mars 1952

Le Comité National de la C. N. T. clandestine en Espagne

Tous les jeudis lisez le "LIBERTAIRE"

Pour être apposée à l'extérieur, cette affiche doit être rayée d'un trait de couleur



Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2.
F. ROCHON, imprimeur